

M. MILLS (Bothwell) : Le ministre a-t-il mis M. Snow à même de refuser de faire ce travail.

M. OUIMET : Je ne sache pas que cela a été fait.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Combien d'années M. Snow a-t-il été employé ? Douze ans, je crois. Est-ce l'habitude dans le ministère de donner quelque gratification à ces surnuméraires, quant on les congédie ?

M. OUIMET : Pas que je sache, et la loi ne le permet pas. Si une indemnité ou gratification est accordée à quelqu'un de ces employés, pour cause de vieillesse ou autre, il faut que ça soit à même un crédit spécial voté par la Chambre. Je dois dire aussi que trois autres ingénieurs ont été congédiés dans le même temps, M. Michaud, M. Raza et un autre, pour la même raison—non pas parce qu'ils étaient incompetents, mais parce qu'on n'avait plus besoin de leurs services.

M. DAVIES (I.P.-E.) : A-t-on repris quelques-uns de ces employés ?

M. OUIMET : Non.

M. MILLS (Bothwell) : Quelques-uns d'entre eux avaient-ils été douze ans dans le service ?

M. OUIMET : On me dit que M. Raza a été employé plus de 25 ans, et que l'âge et la maladie l'avaient rendu incapable de travailler.

M. MILLS (Bothwell) : Je sais que sous un ministre précédent, M. Kingsford a été congédié de la même manière.

M. OUIMET : Je ne connais rien de cela.

Commission géologique..... \$51,925

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Il y a là une augmentation considérable.

M. FOSTER : Ce ne sont que des augmentations statutaires. Il y a le même nombre d'employés.

M. FLINT : Quels sont les travaux que la commission a en vue cette année ? Le ministre a-t-il un mémoire à ce sujet ?

M. DALY : Je donnerai ce renseignement, lors du crédit principal. Cela n'est que pour le personnel du bureau, ici.

M. FORBES : A-t-on un rapport des explorations faites dans le Nord-Ouest par M. Tyrrel ?

M. DALY : Il ne sera pas imprimé avant l'an prochain.

Ministère de l'Industrie et du Commerce \$7,450

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je constate, comme je m'y attendais, que ce ministère prend graduellement des proportions qui vont en faire une lourde charge pour le Trésor. Il a commencé avec \$6,000 et le voilà rendu à \$7,450 ; c'est sans doute une de ces industries naissantes que l'honorable ministre trouve très nécessaire de protéger.

M. FOSTER : Ce crédit ne constitue pas une nouvelle charge, l'employé qui va au ministère de l'Industrie et du Commerce vient de mon ministère.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Qui est-il ?

M. FOSTER : M. Nutting. Il y en a un de moins dans mon ministère.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Ce ministère est celui que j'ai organisé moi-même, et je sais qu'il est administré très économiquement, et peu susceptible d'augmenter. Mais que cet employé vienne du ministère des Finances ou non, il est évident que le ministère de l'Industrie et du Commerce marche sur les traces de ses prédécesseurs ; il augmente et augmente rapidement. Quelles sont les fonctions de ce ministère ? Je désirerais avoir quelques explications à ce sujet.

M. FLINT : J'aimerais savoir si ce ministère sait, à l'heure qu'il est, quelles sont ses fonctions. A la dernière séance du comité, il a été entendu que sa principale besogne consisterait à découvrir ce qu'il a à faire. Il me semble que l'occasion est bien choisie pour que le ministre nous dise ce que l'on a découvert à ce sujet.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Ses fonctions sont peut-être de faire des erreurs d'écriture.

M. FOSTER : Je ne crois pas que ce soit sa principale occupation. Je ne comprends pas au juste ce que les honorables députés désirent savoir. C'est un crédit bien modéré ; le ministère ne comprend que cinq employés dont un, prêté par mon ministère. Le ministre a une tâche très ardue, et son infatigable sous-ministre, comme toujours, est à la besogne, avec un personnel bien restreint. Toutes les subventions aux steamers sont sous sa charge, et ce n'est pas une mince affaire ; ce ministère est aussi chargé de la statistique de l'industrie et du commerce ; c'est un volume qui demande beaucoup de travail ; il vient d'être déposé sur le bureau de la Chambre et il contient de précieux renseignements sur une grande variété de sujets.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je ne m'opposerais pas à l'adoption de ce crédit, après les si lucides explications données par le ministre des Finances ; mais le crédit suivant qui est affecté au haut commissaire, est un morceau de choix, dont nos amis aimeront sans doute à se régaler pendant quelque temps.

M. DAVIES (I.P.-E.) : Un jour, un curieux demandait quelles étaient les fonctions d'un archidiacre, et il lui fut répondu que c'était de remplir les fonctions de l'archidiaconat. C'est à peu près l'explication que le ministre des Finances vient de nous donner des fonctions du ministère de l'Industrie et du Commerce.

M. MILLS (Bothwell) : La première fois que ce crédit est venu devant la Chambre, j'ai fait remarquer que si le gouvernement s'arrangeait pour faire distribuer parmi les députés quelques exemplaires des rapports des consuls anglais au bureau des Affaires étrangères, ce serait un grand pas dans le sens de l'extension de notre commerce.

M. FOSTER : J'en parlerai.

M. MILLS (Bothwell) : Ces rapports sont très précieux. Ils contiennent des masses d'informations et s'ils étaient mis entre les mains de nos manufacturiers, ils leur suggéreraient, pour l'écoulement